

Contrat N° 2 catégorie I du 1 OCT. 1956

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de MINES de KIFURWE pour un terme de 300 jours commençant le 1 OCT. 1956 et prenant fin le RUANDA. Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. L'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,70 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

Fait à Kifurwe le 28 XI 56 jour du mois  
de mil neuf cent cinquante.

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

Ruhengeri



12033



CONTRAT N°2. CATEGORIE I DU 1er OCTOBRE 1956.

N° : NOM : Père : Mère : : S/CHEF : CHEF : EMPRE

1132: SINAMENYE : SEBIKARI : NYIRAFUKU : KAGORORA : KALIMA :